

Guadeloupe : arrêt immédiat de la répression contre Eli Domota !

Le Parti ouvrier indépendant démocratique exprime son indignation après la répression coloniale dont a été victime Eli Domota, porte-parole de LKP et ancien secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe, le 30 décembre.

Eli Domota participait à une manifestation pacifique à Petit-Pérou, dans le cadre de la grève générale engagée le 15 novembre, lorsque la gendarmerie a brutalement dispersé les manifestants, les aspergeant au visage de gaz lacrymogène, plaquant au sol et menottant Eli Domota et d'autres militants. Eli Domota a été placé en garde-à-vue, avant d'être libéré.

Le Parquet de Pointe-à-Pitre a alors fait savoir qu'Eli Domota est « *convoqué devant le tribunal correctionnel le 7 avril 2022 des chefs de violences volontaires sur personne dépositaire de l'autorité publique sans ITT et refus de se soumettre aux prélèvements obligatoires.* » Il est pourtant évident sur les images diffusées par Canal 10 qu'Eli Domota n'a opposé aucune résistance lors de son arrestation brutale, continuant à demander « *l'ouverture de négociations* ». Quant aux « *prélèvements obligatoires* », il s'agit en réalité des prélèvements ADN habituellement réservés aux délinquants sexuels, que l'on prétend imposer aux responsables et militants syndicaux en Guadeloupe et que ceux-ci refusent à juste titre.

Le POID s'associe à la caractérisation faite par Maïté Hubert-M'Toumo, secrétaire générale de l'UGTG, qualifiant cette arrestation de « *provocation* », et « *d'atteinte grave à une liberté fondamentale qu'est le droit de faire grève* ».

Le POID rappelle que le collectif des organisations en lutte en Guadeloupe (dont Eli Domota est l'un des porte-paroles) a transmis depuis le 2 septembre au préfet de Guadeloupe, représentant du gouvernement Macron, une liste de 32 revendications des travailleurs et de la population. Cela fait bientôt quatre mois que les autorités françaises refusent toute négociation avec les trente organisations du collectif sur ces revendications.

La seule réponse du gouvernement Macron aux revendications légitimes des travailleurs, du peuple guadeloupéens de leurs organisations, c'est la répression coloniale.

Le POID considère que le mouvement ouvrier en France a la responsabilité de se dresser contre la répression qui frappe Eli Domota et les militants et organisations de Guadeloupe, d'exiger la levée des poursuites judiciaires à son encontre et l'ouverture immédiate des négociations avec les organisations guadeloupéennes. Le POID est disponible pour participer à toute initiative unitaire sur ces mots d'ordre.

Il exprime à Eli Domota, au LKP et à l'UGTG toute sa solidarité.

Daniel Gluckstein, secrétaire national du POID,

Montreuil, le 31 décembre 2021, 13 heures